

## Législatives : le patronat s'engage

« Le patronat se décide à monter au front », titre **Le Parisien**, qui annonce, confirmation de l'entourage de Patrick Martin à l'appui, un grand oral des trois blocs en lice, jeudi. **Les organisations d'employeurs ont décidé d'organiser une grande audition**, salle Gaveau, avec Renaissance, le RN, le NFP et leurs alliés, **l'objectif étant de passer au crible les trois programmes et, au passage porter la bonne parole économique**. A la barre, le Medef, la CPME, l'U2P, Croissance plus, le Meti, les CCI France, le mouvement Ethic, Impact France et le CJD. Car, raconte le quotidien, l'agitation est à son comble dans le camp patronal. L'inquiétude et la peur montent. « **Le scénario d'une France qui fait défaut par rapport à sa dette et celui d'une possible procédure engagée par l'Europe sont là !** On ne peut pas continuer à se taire », confie un cadre d'une des organisations d'employeurs, dont l'exaspération est totale. « Nous sommes face à une situation politique folle créée par Emmanuel Macron avec la dissolution et les élections législatives anticipées. **On ne peut plus rester à l'écart. Cette position silencieuse est impossible**, on n'a pas le choix! » Même si, rappelle-t-il, « le rôle des employeurs n'est pas d'aller individuellement dire pour qui il faut voter, eu égard aux salariés qui votent pour les uns ou pour les autres ». « **Nous devons faire comprendre que les décisions politiques ont des conséquences directes pour les salariés. Et s'ils sont gagnants à court terme, ils seront perdants à moyen terme.** En reprenant point par point les mesures et les moyens financiers d'y arriver », résume un autre responsable patronal. (Le Parisien, p.8)

« Sidérées, **les entreprises font le deuil de dix ans de stabilité politique** », titre **Les Echos** qui, en Une, constate que les dirigeants d'entreprise commencent à réaliser qu'une époque propice aux investissements se termine. **Comme les syndicats, ils restent pourtant discrets, de crainte notamment de braquer clients et employés.** A écouter un expert, après des dizaines de conversations avec des patrons, **les plus inquiets ne sont pas les responsables des grands groupes mais les dirigeants de leurs filiales en France.** Et c'est à l'automne que les premières décisions de couper des investissements risquent d'apparaître, quand les choses seront plus claires. Le malaise ne touche pas que les états-majors d'entreprises, il est tout autant perceptible dans les organisations de salariés. Pour Antoine Foucher, président de Quintet Conseil, les syndicats sont aussi coincés sur le fond par les positions prises depuis deux ou trois ans car il y a des convergences entre leurs programmes et celui du RN : retraites, suppression de la réforme de l'assurance-chômage. « Le sentiment général est tout de même que les conséquences à court terme restent limitées », explique le président du directoire d'un grand cabinet de conseil et d'audit. (Les Echos, p.18)

« Les grands patrons alertent contre un "risque majeur" pour l'économie », titre **Les Echos** qui relaie la position de l'Afep, regroupant 117 grandes entreprises, dont Air France-KLM, Airbus, Engie, L'Oréal, LVMH ou Michelin. Elle prend fermement position contre les « tentations d'isolement international et de fuite en avant budgétaire », sans citer pour autant nommément les programmes incriminés. Elle alerte sur un « risque majeur » : « celui du décrochage durable de l'économie française et européenne », aux effets massifs sur l'emploi et le « modèle social » tricolore. (Les Echos, p.19)

« La parole du patron », titre **Les Echos** pour l'éditorial de David Barroux. Si les dirigeants ont de bonnes raisons de ne pas donner de consignes de vote, ils ne doivent pas rester silencieux pour autant, juge l'éditorialiste pour lequel la réalité des programmes a de quoi faire peur. (Les Echos, p.16)